

Unité départementale de l'Aisne
10 rue de Mayenne
Cité administrative
02200 Soissons

Lille, le 16/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RICHET S.A.

10 rue de Marle
02250 Tavaux-Et-Pontséricourt

Références : RIC25-256_Rinsp
Code AIOT : 0005105900

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement RICHET S.A. implanté 10 rue de Marle 02250 Tavaux-et-Pontséricourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RICHET S.A.
- 10 rue de Marle 02250 Tavaux-et-Pontséricourt
- Code AIOT : 0005105900
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement RICHET assure des activités de conditionnement d'eau de Javel à différentes

concentrations en vue de la vente notamment au grand public.

L'eau de Javel arrivant sur site à concentration élevée est diluée en fonction de la concentration souhaitée puis conditionnée en petits contenants.

Le site assure également la production de pastilles de Javel.

Le site est classé à autorisation Seveso seuil bas au titre de la rubrique 4510.

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
2	2) Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	3) Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
6	6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
7	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	6) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
9	Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Risques naturels_Risque Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Avec suites, Astreinte	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne possède actuellement aucune organisation pour respecter les prescriptions du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I).

L'Inspection a relevé de nombreuses non-conformités et propose une mise en demeure pour que l'exploitant effectue le recensement de toutes les installations soumises sur son site au PM2I et qu'il mette en place une organisation interne pour répondre à l'ensemble des prescriptions réglementaires associées.

L'Inspection a également relevé une non-conformité sur le volume d'une des cuves de rétention du site.

L'Inspection a également récolé une mise en demeure concernant le risque foudre. L'exploitant a réalisé les travaux lui permettant d'être en conformité vis-à-vis de ce dernier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats :

Le site de Richet est un site soumis à Autorisation pour la rubrique 4510 et il est également classé Seveso seuil bas.

L'exploitant dit avoir connaissance des dispositions de l'arrêté du 4 octobre 2010 liées au programme de modernisation des installations industrielles car il possède un autre site en région Nouvelle Aquitaine.

L'exploitant indique cependant qu'il n'a pas réalisé la démarche similaire sur son site de Tavaux et Pontsericourt.

Non-Conformité 1 : L'exploitant n'a donc pas réalisé le recensement des potentiels équipements soumis au PM2I. Ce point constitue une non-conformité et sera détaillé dans les points de contrôles suivants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la liste des cuves à l'Inspection :

- cuves n°7 & 4 : 4741 - mention de danger H400 - Eau de javel à 2,6 % de 40m3;

- cuves 2 & 3 : 4510 - mention de danger H400 - Eau de javel à 12,6 % et 9,6 % de 25m3 chacune;

- cuve 6 : 4510 - mention de danger H400 - Eau de javel à 9,6 % 40m3.

Il en ressort après une première analyse en salle que les 5 réservoirs de stockage précités sont soumis.

Non-conformité 2 : L'exploitant n'a pas fait de recensement et de ce fait, il n'est pas en mesure de justifier si ces réservoirs de stockage sont soumis aux prescriptions du PM2I.

Lors de la visite terrain, l'Inspection a bien pu constater la présence de ces bacs de stockage, elle n'a pas constaté la présence d'autre réservoir de stockage d'un volume supérieur à 10m3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : 3) Dossier des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10

Prescription contrôlée :

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

Constats :

Non-conformité 3 :

- L'exploitant n'a pas formalisé son organisation pour le suivi du PM2I dans des documents qualité.
- L'exploitant ne dispose d'aucun état initial pour ses réservoirs car il n'a pas recensé les réservoirs soumis.
- L'exploitant n'a pas établi de programme d'inspection pour les réservoirs soumis.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : 4) Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11
Prescription contrôlée : Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède : - à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ; - à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. - pour les réservoirs de plus de 100 m ³ , à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans(...).
Constats : Non-conformité 4 : L'exploitant ne possède pas de plan d'inspection pour ses réservoirs soumis. Ce constat constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R.

51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

Non-conformité 5 : L'exploitant n'a pas réalisé de recensement sur ses tuyauteries soumises au PM2I. Après un échange en salle et en constatant par sondage sur le terrain, la plus grande section de tuyauterie présente est en DN60 et donc non soumise. Cependant, l'exploitant devra produire un recensement complet des tuyauteries sur site et fournir un positionnement sur le PM2I.

Non-conformité 6 : L'exploitant n'a pas réalisé de recensement sur les capacités de son site soumises au PM2I.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : 6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

Constats :
L'exploitant n'ayant pas réalisé les recensements pour ses tuyauteries et capacités soumises sur le site, il n'a pas établi leurs modalités de suivi.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Observation n°1 : A l'issue du recensement des tuyauteries et capacités à suivre au titre de l'art. 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, les éventuels équipements à suivre devront faire l'objet de programmes d'inspection à élaborer et formaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
Constats : <p>Non-conformité 7 : L'exploitant n'a pas réalisé le recensement des ouvrages visés par l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p> <p>L'Inspection a pu constater lors de la visite terrain la présence d'une rétention commune pour les cuves suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cuves 2,3,4 du bâtiment 3 <p>Lors de la visite terrain, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que lors d'un écoulement accidentel, les produits s'écouleraient vers une cuve de rétention. La cuve mentionnée par l'exploitant possède un volume de 15m³.</p>

- Cuves 7,8,9 du bâtiment 1 (les cuves 8 et 9 sont des cuves d'eau).
Lors de la visite terrain, l'Inspection a constaté la présence d'une rétention béton.

L'Inspection a pu constater lors de la visite terrain, la présence d'une rétention en composite pour la cuve 5.

L'Inspection a pu constater lors de la visite terrain, la présence d'une rétention béton pour la cuve 6. Cependant, la rétention n'est pas accessible. L'exploitant indique pouvoir s'y rendre en posant une échelle sur le mur béton de la rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : 6) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

L'exploitant n'ayant pas réalisé de recensement de ses ouvrages de génie civil soumis au PM2I, il n'a pas défini leurs modalités de suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2 : A l'issue du recensement des ouvrages de génie civil à suivre au titre de l'art. 6 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant élaborera des programmes d'inspection formalisés et les appliquera.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Capacité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. [...]
Constats : Lors de la visite terrain et comme décrit dans les points de contrôles précédant, l'Inspection s'interroge sur le respect des volumes de rétention à mettre en place. En effet dans la rétention commune des cuves 1,2,3 et 4, l'exploitant a indiqué qu'une cuve de stockage servait de rétention. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que cette cuve avait un volume de 15m ³ . Or, le volume total des cuves de produit pouvant créer une pollution des eaux ou du sol s'élève à 90m ³ . Non-Conformité 8: La rétention commune aux cuves 1 à 4 n'a pas un volume suffisant afin de respecter les dispositions de l'art. 25 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation n°4 : Selon les informations recueillies lors de la visite, la rétention commune aux cuves 1 à 4 devrait avoir un volume minimal de 45 m ³ , la plus grande cuve au droit de cette rétention ayant un volume de 30 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Risques naturels_Risque Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risques naturels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte

Prescription contrôlée :

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 5 mars 2025, l'Inspection avait constaté la réalisation d'une analyse du risque foudre (ARF) faite par le prestataire Benary (certifié Qualifoudre) ainsi que d'une étude technique indiquant les travaux à réaliser pour mettre en conformité les installations du site Richet vis-à-vis du risque foudre datant de juillet 2024.

Cependant, lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'avait pas réalisé les travaux et n'avait pas non plus passé commande de ces travaux.

Lors de la visite d'inspection du 3 juin 2025, l'Inspection a pu constater la réalisation des travaux de mise en conformité. En effet, en amont de l'inspection, l'exploitant a transmis un document de réalisation de travaux. Dans ce document, le prestataire rappelle les travaux à réaliser. Les travaux ont consisté à installer des parafoudres sur le transformateur du site, le tableau général basse tension ainsi que sur trois tableaux électriques. Le prestataire a fourni en annexe du document, les photos des tableaux concernés.

Lors de la visite terrain, l'Inspection a pu constater la bonne présence des parafoudres comme indiqué sur le rapport de fin de travaux du prestataire.

L'Inspection propose de lever les mesures d'astreinte et l'arrêté de mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte